

Le Conseil de l'Europe salue les progrès de l'Ukraine contre la corruption

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 48 minutes ,

Mis à jour il y a 39 minutes



Des sacs remplis de billets américains saisis par le Bureau national anti-corruption de l'Ukraine, à Kiev, en Ukraine, le 13 juin 2020. Handout. / REUTERS

Le Conseil de l'Europe a salué vendredi 24 mars les progrès accomplis en matière de prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs en Ukraine, en pleine invasion russe. Dans un rapport publié vendredi, le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe se félicite que le pays ait « *mis en œuvre de manière satisfaisante ou traité de manière satisfaisante 15 des 31 recommandations* » qui lui avaient été adressées, « *même s'il reste encore du travail à faire* ».

« *Le GRECO tient à reconnaître le profond attachement de l'Ukraine à l'action qu'il mène, à un moment extrêmement difficile pour cet État membre, plongé dans une guerre d'agression déclarée par la Fédération de Russie* », indique un communiqué du Conseil de l'Europe. « *Cette période de conflits a obligé le pays à adopter la loi*

martiale, à déclarer l'état d'urgence et à ajuster ses priorités. Dans un tel contexte, il est remarquable que l'Ukraine ait néanmoins poursuivi ses travaux de mise en œuvre des recommandations du GRECO», poursuit le Conseil de l'Europe.

Corruption et limogeage

Le GRECO indique que l'actuel niveau de conformité avec les recommandations n'est plus «*globalement insuffisant*» comme c'était le cas après un précédent rapport daté d'avril 2022. Il prie l'Ukraine de présenter les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations restantes d'ici fin mars 2024. L'Ukraine avait été secouée au début de l'année par un important scandale de corruption présumée concernant des approvisionnements de l'armée.

S'en était suivi le limogeage de responsables politiques et des perquisitions. Les autorités ukrainiennes assurent faire de la lutte contre la corruption une priorité, dans un contexte où l'effort de guerre dépend en grande partie du soutien européen et américain. L'UE a en outre fait de la lutte anticorruption une condition à l'accession de l'Ukraine au bloc européen.

À lire aussi

Mandat d'arrêt contre Poutine : la Hongrie ne livrerait pas le proutident russe à la CPI, dit son gouvernement

États-Unis : Joe Biden dégage son veto pour la première fois et rejette une loi portée par les républicains

La Tunisie rejette des propos «disproportionnés» de Borrell

